

Brochure n° 3102

**Convention collective nationale**

IDCC : 1747. – **ACTIVITÉS INDUSTRIELLES  
DE BOULANGERIE ET PÂTISSERIE**

---

AVENANT N° 1 DU 2 AVRIL 2009  
À L'ACCORD DE BRANCHE DU 10 OCTOBRE 2006  
RELATIF AU DIALOGUE SOCIAL  
NOR : *ASET0950663M*  
IDCC : 1747

---

PRÉAMBULE

Par accord en date du 9 octobre 2006 relatif au dialogue social, les parties ont instauré une commission paritaire nationale de validation ayant pour mission de valider les accords d'entreprise conclus par les représentants élus du personnel, préalablement à leur dépôt à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Les parties ont souhaité préciser un certain nombre de modalités de son fonctionnement ainsi que les moyens accordés aux élus du personnel dans le cadre des dispositions dudit accord.

C'est dans ces conditions que les parties signataires de l'accord du 9 octobre 2006 concernant le dialogue social dans les entreprises relevant des activités industrielles de boulangerie-pâtisserie conviennent de modifier cet accord dans les conditions suivantes.

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est inséré l'alinéa suivant avant le 5<sup>e</sup> alinéa de l'article 3.3 :

« Les accords soumis à la commission paritaire de validation devront être obligatoirement accompagnés :

- d'une fiche signalétique dûment complétée comportant l'identification de l'entreprise, l'effectif annuel, le nombre de salariés et les types d'emplois concernés par l'accord ;

- d’une copie de procès-verbal des dernières élections professionnelles ;
- d’une copie, le cas échéant, du procès-verbal de négociation signé entre les parties. »

Les alinéas 5 et 6 de l’article 3.3 sont remplacés par les alinéas 6, 7, 8, 9, 10 et 11 suivants :

« Les avis de la commission sont pris à la majorité des membres présents. Le collège employeurs dispose de 5 voix. Le collège salariés dispose également de 5 voix réparties à égalité entre ses représentants présents.

En cas d’absence d’un de ses représentants, un membre de la commission pourra donner pouvoir à un autre membre. Ce pouvoir devra être présenté aux membres présents avant le vote sur la validation de l’accord.

Le vote a lieu par collège.

Les décisions sont adoptées si, dans chaque collège, elles recueillent la majorité des voix des membres présents ou représentés, ou si elles ne font pas l’objet d’une opposition majoritaire.

Les décisions prises par la commission paritaire de validation sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres présents de la commission.

Ce procès-verbal comportera les mentions suivantes :

- les membres présents ;
- les membres représentés ;
- le nombre de voix en faveur ou en défaveur de l’accord.

Lorsque l’accord est approuvé, la commission établit un procès-verbal de validation.

Dans le cas contraire, l’accord est réputé non écrit et un procès-verbal de non-conformité est établi. »

L’alinéa 7 de l’article 3.3 est remplacé par l’alinéa 12 suivant :

« Dans tous les cas, la commission transmettra une copie du procès-verbal de validation ou de non-validation à chacune des parties signataires de l’accord, entreprise et représentants du personnel. »

## **Article 2**

Il est inséré l’alinéa suivant avant le 2<sup>e</sup> alinéa de l’article 6.1 :

« Une copie de l’accord en date du 9 octobre 2006 et de ses avenants relatifs au dialogue social sera communiquée par l’employeur aux élus du personnel ou aux salariés mandatés 1 mois avant d’engager une négociation. »

Il est inséré l’alinéa suivant avant le 2<sup>e</sup> alinéa de l’article 6.2 :

« Les accords conclus avec les représentants élus du personnel peuvent être à durée déterminée ou à durée indéterminée.

En cas d’accord conclu pour une durée déterminée, celle-ci ne peut excéder 4 ans.

En cas d'accord conclu pour une durée indéterminée, celui-ci devra être révisé tous les 3 ans et, en tout état de cause, à l'occasion de tout renouvellement des institutions représentatives du personnel si une liste d'origine syndicale était déposée. »

### **Article 3**

#### *Durée et suivi de l'accord*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il forme un tout indivisible avec l'accord du 9 octobre 2006.

En conséquence, ses modalités d'application, de révision et de dénonciation sont celles fixées à cet accord.

### **Article 4**

#### *Date d'application. – Demande d'extension*

Le présent avenant entrera en vigueur le 2 avril 2009.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Fait à Paris, le 2 avril 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

Fédération des entreprises de boulangerie et pâtisserie françaises ;  
Groupement indépendant des terminaux de cuisson (GITE).

#### **Syndicats de salariés :**

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;  
Fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;  
Fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;  
Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des sections connexes (FGTA) FO.